

cette oppression, qui pourrait être exercée contre elle, si on lui impose la constitution projetée, elle n'aura aucun recours. (Écoutez! écoutez!) Il est pénible pour moi d'attirer l'attention de la chambre sur toutes ces choses, sur l'antagonisme qui devra inévitablement s'élever entre les deux nationalités si elles sont amenées ensemble dans une législature avec une si grande disparité de moyens pour faire valoir leurs droits. On nous dit—et je me réjouis de l'exactitude de ce fait—que jusqu'ici les deux races du Bas-Canada ont vécu en paix; mais, à présent, il serait impossible qu'elles vécussent ainsi; il serait impossible qu'avec une si grande disparité de nombre et des intérêts si opposés elles ne vivent pas en lutte. La discorde serait continuelle, et au lieu de régler les difficultés des deux sections, d'amener la paix et de faire disparaître les jalousies et les animosités, la nouvelle constitution aura produit un effet tout contraire. L'animosité n'en sera que plus ardente par le fait que le champ clos de la lutte sera plus circonscrit. Ce n'est pas la paix que vous aurez apportée, mais bien tous les éléments qui conduisent à la guerre civile. (Écoutez! écoutez!)

M. POWELL—Le chef de l'opposition du Bas-Canada professe-t-il les mêmes idées que vous sur ce sujet? (Écoutez! écoutez?)

M. O'HALLORAN—Je ne m'inquiète pas de savoir quelles idées professe ou répousse n'importe quel hon. député de cette chambre. Ce que j'ai à faire, c'est de veiller à ce que mes mandataires ne soient pas frustrés dans leurs intérêts, et c'est sans doute ce que doit faire aussi le chef de l'opposition pour ceux qu'il représente. Mais je le vois, M. l'ORATEUR, on veut détourner l'attention de la minorité anglaise du Bas-Canada, on veut l'empêcher d'examiner attentivement ces questions sérieuses qui s'offrent à notre considération, et cela à l'aide de sophismes que l'on fait habilement miroiter, comme ceux de nouvelle nationalité, de grand empire, l'union fait la force, et autres prétextes plus ou moins plausibles que l'on cherche à faire valoir auprès d'elle. Il serait facile de les mettre à néant ces grands projets de grandeur à l'aide desquels on cherche à conduire le peuple en erreur, aussi facile que d'en démontrer le ridicule. Avec gravité on nous demande :—“quel est l'homme qui voudrait rester pauvre s'il était à même de devenir riche à l'instant? Quel est celui qui voudrait rester faible s'il n'avait

qu'à le vouloir pour devenir puissant? Qui voudrait rester nain s'il n'avait qu'à en former le souhait pour ajouter des coudées à sa taille? Quel est le pays qui aimerait à rester simple colonie, quand, d'un seul trait de plume, il pourrait devenir empire et fonder une nouvelle nation.” Tous ces sophismes, M. l'ORATEUR, n'en imposeront pas au peuple de ce pays. En quoi ce projet augmentera-t-il d'une piastre la richesse de ce pays, le nombre de ses habitants ou l'étendue de son territoire? On ne nous l'a pas appris, du moins, dans le cours de ces débats. J'ai écouté attentivement tout ce qu'on a pu arguer en sa faveur, mais je n'ai entendu personne qui ait essayé de prouver cela. On a répété sur tous les tons que nous étions à la veille de concentrer la force de ce pays pour résister à une invasion. Ne sommes-nous pas unis déjà sous un gouvernement? Ne vivons-nous pas sous le contrôle du même pouvoir exécutif? Est-ce que l'on ne combat pas sous le même drapeau? Ne prétendons-nous pas allégeance au même souverain? Tout habitant de la Nouvelle-Ecosse, du Nouveau-Brunswick, de Terre-neuve et de l'île du Prince-Édouard, n'est-il pas autant que le peuple de cette province sous le contrôle du chef de notre gouvernement? Elle n'est que sophisme cette idée que nous allons augmenter la puissance du pays par une union avec les provinces maritimes. On a aussi essayé de nous alarmer en répandant la rumeur d'une invasion, en disant qu'il nous faut déployer autant de force qu'on le pourra pour empêcher que nous soyons absorbés par la république voisine, et l'on nous a ensuite gravement annoncé qu'un nombre de personnes, déléguées de leur propre mouvement, s'étaient réunies autour d'une table couverte d'un tapis vert, et que là elles avaient adopté des résolutions qui allaient changer toutes les lois physiques de notre pays. Terre-neuve et l'île du Prince-Édouard doivent être transportées dans le lac Ontario, et tout notre territoire consolidé et fortifié; notre immense frontière ne sera plus exposée à une attaque, ou, si elle est attaquée, il sera maintenant plus facile de la défendre. Tout cela est-il autre chose que le sophisme le plus absurde? Des résolutions couchées sur le papier pourront-elles changer les lois de la nature ou modifier la géographie physique du pays? Terre-neuve, après que la confédération sera devenue un fait accompli, sera-t-elle moins éloignée de cette province